

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 139 (1994)
Heft: 2

Artikel: Au centre de l'Europe, la Suisse est-elle encore menacée?
Autor: Weck, Hervé de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345383>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Au centre de l'Europe, la Suisse est-elle encore menacée?

Par le colonel Hervé de Weck

Une appréciation sérieuse de la menace doit reposer sur les armements existants et les rapports de forces; aujourd'hui, on ne peut pas encore parler de désarmement, malgré les accords passés, car l'amélioration qualitative des armements annule pratiquement les diminutions quantitatives. Peut-on croire au désarmement aérien, quand on sait que 34 F/A-18 suffisent à assurer la couverture de l'espace aérien suisse? Des tensions, des affrontements et des conflits que nos contemporains jugent bien lointains peuvent avoir des retombées en Suisse.

La montée des hystéries collectives

En cette fin du XX^e siècle, quatre forces irrationnelles montent en puissance, reléguant aux oubliettes l'optimisme qui prévalait après la chute du mur de Berlin: le nationalisme, le fondamentalisme, l'extrémisme et le terrorisme.

Sur le territoire de l'ancienne Union soviétique sévissent de multiples guerres ethniques. Un démembrement de la Fédération de Russie, grande puissance nucléaire, reste possible,

ce qui aggraverait la dispersion déjà inquiétante d'armements nucléaires pas toujours contrôlés, d'autant plus que certains généraux, véritables seigneurs de la guerre, ne semblent pas vraiment subordonnés aux autorités politiques. L'état de nombreux systèmes d'arme nucléaires, celui des centrales et des dépôts de déchets nucléaires font craindre des Tchernobyl civils ou militaires.

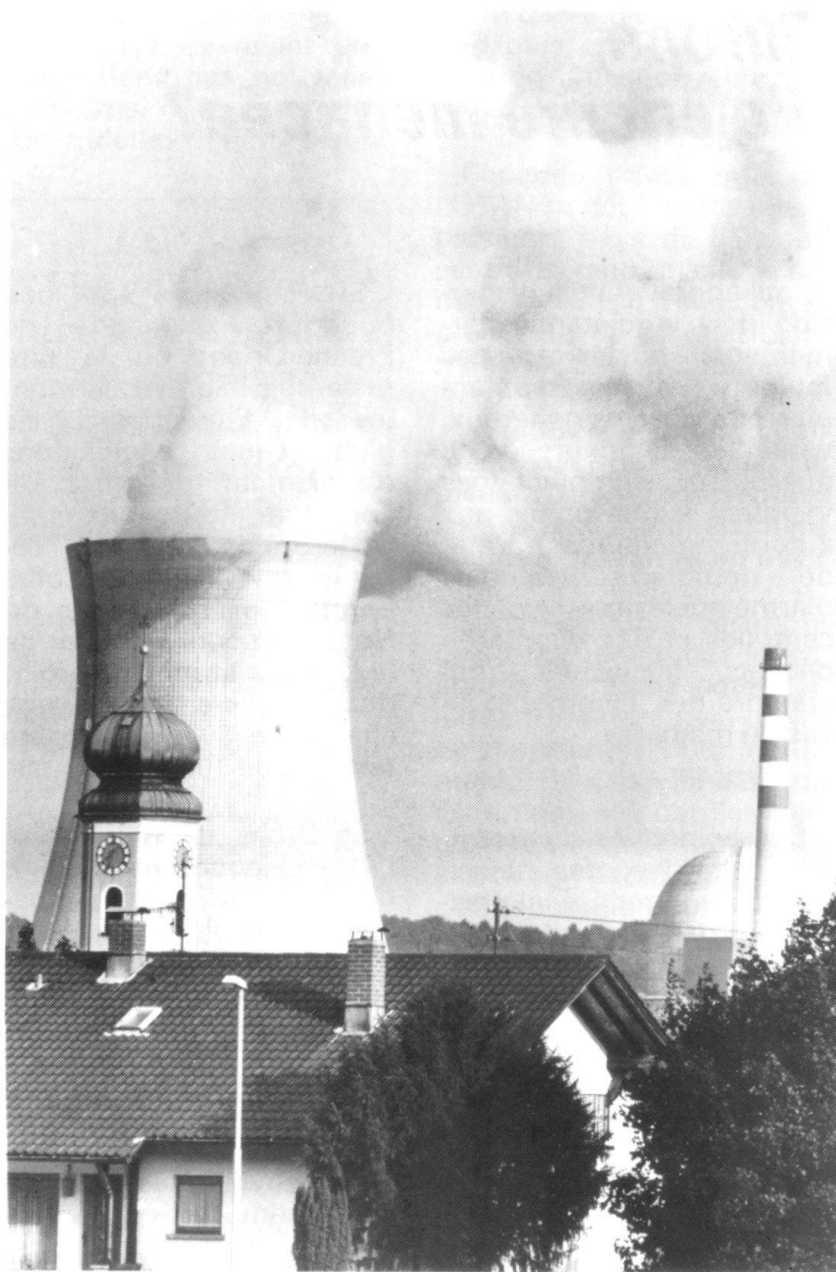
Des épidémies d'agressivité collective, des haines ethniques multiséculaires, qui ne touchent pour l'instant que les peuples de l'ancienne Yougoslavie, peuvent s'étendre à l'ensemble des Balkans. On pense au Kosovo, à la Macédoine, aux nationalismes qui sévissent en Grèce, en Bulgarie et en Turquie. En Europe centrale, des Etats en marche vers la démocratie connaissent de graves problèmes économiques, mais aussi des relations difficiles entre eux. En Pologne, en Hongrie, en Tchéquie, en Slovaquie, en Roumanie, en Bulgarie, on considère que chacun des Etats avec lesquels on a une frontière commune est une menace. Tout cela n'est pas sans rappeler la situation d'avant la Première Guerre mondiale.

Si les Balkans sont une poudrière, que dire du Proche-Orient où le pire reste possible avec la montée de l'intégrisme, les gigantesques acquisitions d'armement de l'Iran et l'ombre toujours inquiétante de Saddam Hussein. Téhéran travaillerait, en collaboration avec la Corée du Nord et l'appui financier de la Lybie, à la mise au point d'un missile emportant une charge de 800 kilos à une distance de 1000 kilomètres.

La Lybie, la Syrie, voire l'Algérie pourraient bientôt disposer de missiles capables d'atteindre l'Europe, transportant des têtes conventionnelles ou chimiques, des déchets nucléaires, à plus long terme des charges nucléaires¹. Des armes nucléaires, achetées en ex-Union soviétique, soviétiques se trouvent peut-être déjà dans la région. Par ailleurs, ni Israël, ni les Etats arabes n'ont signé les conventions de non-prolifération des armes chimiques.

Et il y a surtout l'explosion démographique, la surpopulation dans laquelle le sociologue Bouthoul voit une des causes essentielles des crises d'agressivité collective, des grands conflits et des gigantesques

¹ Yves Sillard: «Vers l'Europe des armements», Défense nationale, mai 1993, p. 24.



La centrale nucléaire de Leibstadt n'est pas éloignée de plus d'un kilomètre du village de Dogern. Même l'attentat terroriste par un kamikaze pilotant un avion de combat est prévu dans la construction de l'enceinte de confinement (Photo Keystone).

flux migratoires. Selon certains experts, de tels flux en provenance de l'est de l'Europe pourraient concerner entre 10 et 20 millions de personnes²!

En Algérie, la moitié de la population a moins de 20 ans, alors que le Front islamique du salut assassine leaders politiques, journalistes et intellectuels qui ne

lui plaisent pas, sans compter les étrangers! Le terrorisme islamique a touché l'Égypte. Les autorités soudanaises semblent avoir télécommandé les récents attentats à New York. L'administration américaine a ajouté le Soudan à la liste des pays dont les autorités soutiennent le terrorisme et qui comprenait jusqu'alors l'Iran, l'Irak, la Syrie, la Lybie et Cuba.

Quatorze millions de musulmans résident déjà en Europe occidentale. L'islam, la «treizième nation» de la Communauté européenne, dont les mosquées servent de lieux de culte, mais aussi de centres culturels et politiques, d'organes de diffusion de l'islamisme et de sa conception de la société. En France, des mouvements qui attisent la ferveur religieuse et la haine de l'Occident embrigadent les masses musulmanes en provenance surtout du Maghreb et font tout pour les séparer de la culture française. Les éléments d'une guérilla urbaine sont en place...³

Circonstances aggravantes, le chômage gangrène ces immigrés comme les Français de souche. Le Grand Maître de la Grande Loge de France déclarait publiquement en juillet dernier qu'«un homme sans travail, c'est un homme qui est atteint par le virus de la tentation totalitaire. (...) toute notre société risque de basculer (...). Avec la me-

²De Mattei, Roberto: De l'utopie du progrès au règne du chaos. Des années 1900 à l'an 2000: du rêve de construction au rêve de destruction. Lausanne, L'Âge d'homme, 1993, pp. 118-121.

³Annuaire de la désinformation. Paris, Criterion, 1992, pp. 277, 312-313.

nace d'un populisme déchaîné qui nous fait craindre le pire⁴.»

Et la Suisse?

La violence politique en Suisse reste pour l'instant à un bas niveau. Pourtant, des groupes d'extrémistes suisses et étrangers existent dans notre pays: des groupes autonomes dans les grandes villes, des groupes racistes et antisémites dont la violence augmente depuis 1989. Jusqu'à présent, les attentats contre les personnes sont restés des «tabous» pour les extrémistes suisses en tout cas, bien que leurs actions dénotent un haut niveau de «professionnalisme». Un attentat contre une usine d'aluminium à Martigny a interrompu la production pour une année ! Dans ce domaine, l'évolution de la situation dépendra de l'ac-



16 octobre 1992, manifestation d'Albanais du Kosovo devant le Palais des Nations à Genève (Photo Keystone).

tualité politique, d'un climat social qui se détériore (chômage oblige!) et, surtout, des actions menées par les groupes extrémistes étrangers.

On dénombre en Suisse, officiellement recensés, sans compter les clandestins, 330 000 Yougoslaves de tous bord, 80 000 Turcs

ou Kurdes, dont environ 26 000 requérants d'asile pour ces deux groupes, des Albanais, des Grecs.

Il existe un noyau dur de la mouvance islamiste, apparemment peu nombreux. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et ses organisations satellites, dont les maîtres à penser sont encore Lénine et Staline, inspire de fortes inquiétudes, car ce mouvement a déjà coordonné des séries d'attentats contre les intérêts turcs; on se rappelle la fusillade devant l'ambassade de Turquie à Berne. Le PKK exerce des pressions sur les Kurdes résidant en Suisse pour qu'ils se rallient à lui, terrorise ou assassine ceux qui résistent, finançant par le racket les opérations armées en Turquie. Quel gouvernement peut tolérer de tels agissements?

Les mesures d'interdiction prises par les autorités françaises et allemandes



Arrivée de réfugiés à la station-frontière de Buchs, le 23 juillet 1992 (Photo Keystone).

⁴Le Figaro, 16 juillet 1993.

contre le PKK révèlent qu'il s'agit bien d'une organisation terroriste. Les indispensables mesures répressives contre ce mouvement doivent être distinguées des opinions qu'on peut avoir par ailleurs sur le problème des Kurdes en général. Il faut se rendre compte qu'une interdiction ne résout rien, car le mouvement et ses organisations-satellites passent dans la clandestinité et qu'elle risque de radicaliser encore plus les militants et les sympathisants...

Enfin, beaucoup de nos compatriotes considèrent les immigrants comme des «envahisseurs» qui vivent en vase clos, qui menacent le marché de l'emploi et profitent indûment de notre système social. Certains partis exploitent ces sentiments, contribuant à aggraver les tensions.

Des scénarios-catastrophes pour la Suisse

Une appréciation objective de la situation amène à considérer comme possibles un certain nombre de scénarios concernant directement la Suisse, qui justifient la politique de sécurité voulue par le Conseil fédéral.

Des menaces terrestres apparaissant aujourd'hui inexistantes, il n'y a plus de solidarité incontestée. Des politiciens populistes font entendre les grandes orgues, flattent l'opinion en parlant de «dividendes de



22 mai 1993, Genève, Palais des Nations, démonstration de Serbes de Bosnie contre l'embargo (Photo Keystone).

la paix», alors que personne ne peut dire ce qu'il en sera dans dix ou quinze ans.

Une détérioration de la situation politico-militaire en Europe reste possible, qui aggraverait le risque de violation de notre espace aérien, un «carrefour stratégique» traversé par de nombreuses routes aériennes, mais aussi une zone d'ombre pour les radars des systèmes d'alerte de l'OTAN. Une grande puissance, le commandement d'une coalition, voulant intervenir en Europe centrale, au Proche-Orient ou en Afrique, a tout avantage à utiliser l'espace aérien suisse.

Nos voisins immédiats (France, Allemagne, Italie) peuvent se trouver impliqués dans un conflit extra-européen, leurs adversaires cherchant alors à porter un coup au cœur du dispositif de l'OTAN ou de l'Union eu-

ropéenne. Le territoire suisse risquerait d'être touché par une telle opération, voire d'en être le point de départ.

En relation avec la Yougoslavie et la montée de l'intégrisme, une partie des Yougoslaves de tous bords, Turcs, Kurdes, Albanais, Grecs, peuvent s'affronter sur notre territoire, des masses fanatisées venant d'Allemagne (en Allemagne, il y a 1 800 000 Turcs, en majorité Kurdes) ou de France prêter main-forte à leurs coreligionnaires. Risque très grave dans la mesure où les effectifs des police cantonales ne sauraient faire face à de tels désordres pendant une longue période. Il faudrait rapidement faire appel à l'armée.

On ne peut exclure l'hypothèse de l'avion de combat dernier cri, piloté par un terroriste-kamikaze, qui

prend pour objectif le réacteur d'une de nos centrales nucléaires. En Suisse, les bâtiments constituant les enceintes de confinement des réacteurs sont munis d'une double paroi de béton et d'acier très épais. Ces enceintes protègent efficacement contre ce genre d'agression le réacteur ainsi que les installations de refroidissement et de contrôle nécessaires à la sécurité de celui-ci. Si bien qu'un tel attentat, s'il provoquait de gros dégâts conventionnels à l'installation, n'aurait probablement pas de conséquences radiologiques graves; tout au plus entraînerait-il une contamination radiologique locale limitée à un ou deux kilomètres carrés, mais en aucun cas un «nouveau Tchernobyl» comme le prétendent les anti-nucléaires.

Même si, objectivement, les conséquences d'un tel attentat restaient mineures, on peut tout craindre des réactions irrationnelles de la population dans l'ensemble du pays.

Une explosion nucléaire accidentelle ou l'engagement d'armes nucléaires, dans un conflit en ex-Union soviétique ou au Proche-Orient, provoque des retombées qui touchent la Suisse. Des chantage au tir de missiles chargés de moyens chimiques ou nucléaires paraissent également possibles. Un leader serbe de Bosnie n'a-t-il pas menacé de tirer des *Scud* sur les pays voisins s'ils offraient un appui à une intervention militaire étrangère

contre les Serbes de Bosnie? Certaines sources prétendent que des armes nucléaires tactiques se trouvent en Serbie. Notre système de protection civile assurant une place protégée à chaque habitant garde donc toute sa valeur!

Le risque existe que nos autorités se trouvent un jour dépassées par des actions terroristes similaires à celles que pratiquent les «barons» de la drogue en Colombie ou la Mafia en

Italie; il faudrait alors que des militaires assurent la garde et la surveillance d'un certain nombre d'installations.

L'aggravation de la crise économique, une guerre civile, un conflit international impliquant des Etats de l'ancienne Union soviétique, d'Europe centrale, du Proche-Orient ou du Maghreb provoquent la migration de millions de personnes dont une partie veut entrer en Suisse, alors que



Manifestation de Kurdes à Berne le 4 juillet 1993 (Photo Keystone).

le terrorisme et la violence intégristes sévissent dans les Etats avoisinant notre pays. Des troupes devraient assurer la garde des frontières, maintenir l'ordre et organiser des camps.

Le scénario de l'exercice d'état-major du CA camp 2

En novembre dernier, l'exercice, dirigé par le

Le PKK en France

«Le Parquet de Paris se montre vivement préoccupé par l'agitation qui règne dans les milieux d'opposants turcs à Paris et en Europe. (...) [II] craint pour les prochains mois l'apparition d'un nouveau terrorisme. (...) près de 500 000 Turcs sont actuellement réfugiés en Europe, constituant un vivier de militants potentiels. La principale activité des militants réfugiés en France (...) consiste à financer leur combat en Turquie. (...) ils recueilleraient jusqu'à plusieurs de millions de francs [français] par an (...). Nous ne sommes pas en face d'un petit noyau, du type Action directe, mais d'organisations qui rassemblent plusieurs milliers de militants et n'hésitent pas (...) à régler leurs différends par des fusillades en pleine rue.»

**Agence France
Presse, 27 juillet 1993**



Dans les Balkans, les forces armées, malgré l'existence de troupes de parade, n'ont rien de folklorique... La course aux armements dans la région est la conséquence des tensions existantes (Photo Ljubomir Matic).

commandant de corps Jean Abt et par le divisionnaire Louis Geiger, chef d'état-major de l'instruction opérative, qui concernait l'état-major du corps d'armée de campagne 2, partait d'une situation prenant en compte de tels scénarios.

Un afflux important de réfugiés et de requérants d'asile a lieu en Suisse où la situation économique est très dégradée et où le crime organisé connaît une forte croissance. Il se produit dans les centres urbains une escalade rapide de la violence sous toutes ses formes. Dans certains quartiers, des combats de rue opposent différents groupements ethniques et politiques.

Une alliance d'Etats fondamentalistes (parti Rouge) monte en puissance autour

de la Méditerranée. Des groupes de militants en Suisse recrutent depuis longtemps leurs membres parmi les travailleurs en provenance de ces pays. Les experts et les cadres nécessaires ont été infiltrés illégalement. Progressivement, ces mouvements ont trouvé des appuis en Europe occidentale. Rouge adopte dès lors une attitude de plus en plus agressive; ses groupes militants deviennent de véritables groupements de combat, l'argent du commerce de la drogue leur permettant de trouver au «marché noir» des armements lourds. Un beau jour, Rouge prend en gage un axe Nord-Sud afin de faire pression sur les Etats européens.

H. W.